

Gérard Collomb: le sens de la famille

PAR NICOLAS BARRIQUAND ET MATHIEU PÉRISSE (MEDIACITÉS-LYON)
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 5 JUIN 2019



Gérard Collomb. © Reuters

Le maire de Lyon est visé par une enquête préliminaire pour de possibles « détournements de fonds publics » liés aux emplois municipaux de son ex-compagne. Une constante : les femmes de Gérard Collomb ne travaillent jamais loin de lui. De notre partenaire Mediacités.

Avis de tempête sur l'hôtel de ville de Lyon. Deux perquisitions ont eu lieu mercredi matin à la mairie centrale et au domicile du maire de Lyon Gérard Collomb, dans le 5^e arrondissement de Lyon, **selon les informations du *Parisien***. Cette descente des policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) intervient alors que *Le Canard enchaîné* révèle ce même jour que le Parquet national financier (PNF) a ouvert une enquête préliminaire pour détournement de fonds publics.

Dans le viseur# : les emplois successifs de l'ancienne compagne du maire de Lyon Gérard Collomb, Meriem Nouri. Le PNF a pris sa décision sur la base d'un rapport préliminaire de la Chambre régionale des comptes consacré à la gestion de la Ville. Celle-ci s'étonne des heures supplémentaires dont bénéficierait

l'ex-femme du premier édile. Le montant des sommes problématiques serait estimé à 500 000 euros, précise *Le Parisien*.



Gérard Collomb. © Reuters

Gérard Collomb a rencontré dans le milieu des années 1990 Meriem Nouri (qui se fait aussi appeler « Myriam »). « *#Une jeune femme belle comme le jour qui travaille à la Fédération socialiste du Rhône*, écrit en 2013 l'ancien journaliste Régis Guillet dans une biographie consacrée au maire de Lyon [*Régis Guillet travaille aujourd'hui au service presse de la Métropole de Lyon – ndlr*]. Gérard Collomb se jette dans cette aventure sentimentale comme un naufragé se jette sur une bouée de sauvetage. # » Après l'élection, en 1995, de Gérard Collomb à la mairie du 9^e arrondissement, Meriem Nouri est recrutée à temps partiel, comme collaboratrice du groupe socialiste à la Ville de Lyon, raconte *Le Canard*. Elle occupera ensuite divers emplois au sein de la municipalité – des mairies des 3^e et 4^e arrondissements à une bibliothèque.

C'est une constante : les femmes de Gérard Collomb ne travaillent jamais très loin de lui. Sa première épouse, Geneviève Bateau, avait été recrutée comme assistante parlementaire après son élection, en 1981, comme député. « *Elle travaille à mi-temps car Collomb ne veut pas être accusé de népotisme* », écrit encore Régis Guillet. Détail savoureux : la permanence du parlementaire se trouve alors rue des Deux Amants dans le 9^e arrondissement. Après sa séparation d'avec Gérard Collomb, en 1994, Geneviève Bateau travaillera auprès d'un autre élu, l'ancien ministre et ex-maire de Roanne Jean Auroux. Mais c'est Caroline Rougé, la seconde épouse de Gérard Collomb (il n'était pas marié avec Meriem Nouri) qui a posé –#jusqu'à présent#– le plus de tracasseries politiques à l'ancien ministre de l'intérieur. Juge au tribunal administratif de Toulon depuis 2015, après

avoir travaillé à la région Rhône-Alpes, Caroline Collomb a été mutée à Paris durant l'été 2017. Soit après l'élection présidentielle et l'arrivée de Gérard Collomb place Beauvau.

À deux reprises, le Conseil d'État se prononce sur les éventuels conflits d'intérêts de la magistrate avec les responsabilités politiques de son mari. En septembre 2017, le collège de déontologie de l'institution rend un avis sur cette mutation, ne décelant « aucune forme d'incompatibilité » entre son activité et les fonctions de son époux, mais appelle Caroline Collomb à être « particulièrement vigilante » quant à son « obligation de réserve et sa discrétion professionnelle »

Devenue patronne de La République en marche (LREM) du Rhône en octobre 2017, Caroline Collomb fait à nouveau fait l'objet de vives critiques de la part d'Eric Forquin. Ce juriste et ancien élu LR de Caluire-et-Cuire se fend d'un courrier au Conseil d'Etat pour dénoncer « une mutation de complaisance » et un « conflit d'intérêts ». Là encore, le Conseil d'État rend un avis en février 2018, ne trouvant rien à redire sur la situation de Caroline Collomb.

Reste que la référente des macronistes du Rhône doit faire face à la fronde d'une partie des **Marcheurs lyonnais**. Ils voient derrière sa nomination la main de Gérard Collomb et l'accusent de mettre le mouvement au service d'un « clan » (relire l'enquête de *Mediacités* : « **Mal aimée, décriée, Caroline Collomb s'incruste dans le paysage lyonnais** »). La femme du maire de Lyon sera « mise en retrait » de la conduite locale de LREM au début de la campagne des élections européennes. Officiellement pour respecter le devoir de réserve que lui impose son emploi de magistrate.

Les emplois des enfants du maire de Lyon sont aussi scrutés à la loupe par le microcosme politique lyonnais. Si personne ne remet en cause la présence d'une de ses filles, Anne-Laure Collomb, employée à la Bibliothèque municipale de Lyon, le recrutement de son fils au Sytral en 2009 avait provoqué une petite polémique. D'abord embauché comme conseiller sécurité par le syndicat mixte des transports lyonnais, Thomas Collomb, policier de formation,

avait finalement été contraint de démissionner après l'interpellation de deux élus d'opposition. « *Devrais-je donc quitter Lyon pour trouver un emploi tant que mon père en est le maire* » s'interrogeait-il à l'époque.

En réaction aux révélations du *Canard enchaîné*, Gérard Collomb a dénoncé une cabale politique : « *Il n'échappera à personne les véritables raisons qui conduisent ceux qui ont pris l'initiative de diffuser de telles informations de m'atteindre à 10 mois des élections municipales.* » Dans sa biographie, Régis Guillet parlait de Meriem Nouri en ces termes : « *Elle parle beaucoup, parle fort, parle trop. À son bras, [Gérard Collomb] rayonne, mais elle risque à tout moment de l'entraîner dans un tourbillon dont nul ne sait comment sortir.* » Prémonitoire ?

Boite noire

Mediacités est un journal en ligne d'investigation locale présent dans plusieurs villes : Lille, Lyon, Toulouse, Nantes. Média indépendant, fondé par d'anciens journalistes de *L'Express* et de *L'Expansion*, **Mediacités** renoue avec les fondamentaux du journalisme en mettant à l'honneur des sujets d'enquête. Média à la fois local et national, **Mediacités** ambitionne d'être présent dans les dix plus grandes métropoles de France (hors Paris) d'ici trois ou quatre ans. Sans publicité et sans être adossé à un groupe financier ou industriel, ce nouveau journal en ligne fait le choix d'un modèle par abonnement (6,90 euros par mois ; 59 euros par an). Chaque semaine et dans chaque agglomération couverte par le journal, une enquête approfondie est proposée aux lecteurs de **Mediacités**.

Mediapart accueille avec enthousiasme ces nouveaux confrères, espérant pouvoir développer des partenariats éditoriaux comme cela se fait déjà avec d'autres équipes de journalistes en région (Marsactu à Marseille et *Le Ravi*, mensuel satirique de la région

PACA, Le D'oc à Montpellier ou Le Bondy Blog en Seine-Saint-Denis). Nous avons déjà coproduit avec Mediacités plusieurs enquêtes sur le club de football

de Lille (*à lire ici, ici, et ici*) et publié des enquêtes sur le train de vie du directeur de l'opéra de Lyon ou encore sur un projet minier contesté dans l'Ariège.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.